

**Laure Waridel, Écosociologue et professeure associée à
l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université du
Québec à Montréal**

Lovasoia Ramboarisata 

Volume 34, numéro 1, 2025

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1118783ar>

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v34n1.1925>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Chicoutimi

ISSN

1493-8871 (imprimé)

2564-2189 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Ramboarisata, L. (2025). Laure Waridel, Écosociologue et professeure associée à l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal. *Revue Organisations & territoires*, 34(1), 12–17.
<https://doi.org/10.1522/revueot.v34n1.1925>

© Lovasoia Ramboarisata, 2025



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

L'ENTRETIEN

de **Lovaso Ramboarisata** avec

Laure Waridel

Écosociologue et professeure associée
à l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM



Photo : Julie Durocher

Consciente que la société se transforme à force de choix individuels et collectifs, Laure Waridel est tombée dans la marmite de l'engagement citoyen lorsqu'elle avait 15 ans. Ses études doctorales ont porté sur l'émergence d'une économie écologique et sociale au Québec. Cofondatrice d'Équiterre, coauteure du Pacte pour la transition et co-instigatrice du mouvement Mères au front, elle est aussi l'auteure de plusieurs livres, dont *L'envers de l'assiette*, *Acheter, c'est voter* et *La transition, c'est maintenant*. Ses chroniques à Radio-Canada, au *Journal de Montréal* et au *Journal de Québec* l'ont fait connaître d'un très large public.

•• *Merci, Laure Waridel, d'accorder cet entretien à la revue Organisation & territoires. Quand nous avons initialement cherché la personne avec qui réaliser cet entretien sur le rôle incontournable des recherches critiques et engagées dans la transition socioécologique, votre nom est venu naturellement. Pourriez-vous confirmer que notre équipe ne s'est pas trompée?*

Laure Waridel. Absolument pas! C'est le cœur de ma vie! Et s'ajoute à cela tout un travail de vulgarisation scientifique parce que, pour moi, il s'agit d'un accélérateur de transition incontournable.

Pourriez-vous parler de votre parcours, des engagements qui illustrent le plus votre souci pour la conciliation entre, d'une part, le questionnement, voire l'indignation et, d'autre part, la proposition d'actions qui mènent au changement?

L. W. Ma première prise de conscience était à l'école secondaire. Je me rappelle une présentation faite par des jeunes revenant du Burkina Faso. Ils parlaient notamment des femmes qui devaient marcher des kilomètres pour chercher de l'eau potable, alors qu'ici on fait pipi dedans. Cela m'a donné envie de mieux comprendre le pourquoi de tant d'iniquités et de transformer mon indignation en une source

d'énergie pour transformer les choses. J'ai réalisé que c'était absolument essentiel de prendre du temps pour comprendre les enjeux, donc j'avais un désir de recherche, même si j'étais encore jeune.

C'est ce qui m'a menée vers un programme d'études en sciences humaines comportant une dimension internationale au Collège Lionel-Groulx, à Sainte-Thérèse de Blainville. Il comportait aussi une expérience sur le terrain, dans ce cas-là justement au Burkina Faso. C'est là que j'ai pu constater la complexité des sources de problèmes, mieux comprendre le colonialisme et tout l'héritage de ce système-là. Mais j'ai pu voir aussi qu'il y a de belles solutions en construction; des gens qui s'organisent, qui se mettent ensemble, qui créent des coopératives. J'ai pu voir un premier projet de commerce équitable avec des mangues séchées au soleil, puis exportées en Suisse. Un regroupement de femmes les ramassent pendant la saison où elles poussent normalement sur le sol parce qu'il y en a trop partout en même temps. Je n'irai pas dans les détails, mais il y a là toute une dynamique sociale et économique inspirante dans cette région du monde. Je me suis rapidement impliquée dans le mouvement écologique et dans l'association étudiante. J'ai compris l'importance de se mobiliser pour mieux comprendre la complexité des enjeux et pouvoir mieux agir. Je suis ensuite partie en Grande-Bretagne pour améliorer mon anglais parce que j'ai réalisé à ce moment-là que c'étaient beaucoup les questions internationales qui m'interpellaient et que tout se passait en anglais.

Puis, j'ai étudié à McGill à Montréal en sociologie et études du développement international. Là encore, j'étais indignée par l'hypocrisie de nos grandes démocraties qui déclarent : « On aide les pays du Sud. » En étudiant les chiffres et les mécanismes, on constate plutôt que plus de ressources passent du Sud au Nord que l'inverse. L'envie de faire un projet de recherche terrain m'a menée au Mexique, dans une coopérative de café équitable, pour voir si cela faisait vraiment une différence ou si ce n'était que pour donner bonne conscience aux gens du Nord. J'ai pu mesurer les impacts positifs immenses que cela a concrètement dans la vie des familles productrices de café. Une fois mon rapport de recherche terrain terminé, je l'ai transformé en mon premier livre, *Une cause café*, qu'un éditeur a accepté de publier pour le rendre accessible à un large public. En 1997, le commerce équitable n'était pas connu au Québec. Ce livre a contribué à son déploiement.

À ce moment-là, des collègues et moi avons déjà cocréé Équiterre¹, dans la foulée du Sommet de la Terre de Rio. En plus d'être très présent dans les librairies, *Une cause café* allait servir à notre campagne de sensibilisation et d'action pour le commerce équitable.

À cette même période, je suis tombée sur un texte de Martin Luther King Jr., *A tough mind and a tender heart*, qui m'a beaucoup inspirée. Il écrivait que, pour changer le monde, il fallait un *tough mind*, qui pour moi se traduit par de la rigueur scientifique, et un *tender heart* afin de rester sensible aux impacts du changement. Quand on est sur le terrain, on réalise que le moteur de l'action est souvent beaucoup plus le cœur que la tête. Même si tu informes et expliques, si tu ne réussis pas à mobiliser le cœur, il y a généralement une grande résistance au changement. La devise « Rigueur et cœur » a continué à guider ma manière de m'engager à la fois sur le plan scolaire et militant.

J'ai ensuite fait une maîtrise à l'Université Victoria en Colombie-Britannique pour approfondir mes connaissances sur le commerce équitable, sur l'agriculture écologique et sur toute la réflexion sur les mécanismes économiques qui contribuent à l'appauvrissement, mais aussi qui, dans certains cas, quand on y met de la justice, peuvent faire une différence énorme sur le terrain.

Après cela, il y a eu mes livres *Acheter, c'est voter* et la réédition augmentée de mon livre *L'envers de l'assiette*. Je crois à l'importance de faire de la vulgarisation scientifique mobilisante, engageante. Je l'ai fait non seulement pour Équiterre et ENvironnement JEUnesse, mais aussi pour d'autres organisations, lors de mes chroniques à la radio et dans différents médias écrits.

Quand j'ai fait mon doctorat, j'ai obtenu la bourse Vanier et la bourse Trudeau, qui sont prestigieuses. J'aurais pu choisir de rester seulement dans les cercles universitaires, mais ce n'est pas là que je me sentais la plus utile. Après le doctorat, je suis devenue directrice du Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD)². Encore là, j'ai réalisé à quel point les solutions, on les a, on les connaît. On a tellement de publications pertinentes et il faut continuer à faire de la recherche. Mais là où il y a un maillon manquant, c'est entre la recherche et le terrain. On ne parvient pas suffisamment à rejoindre les gens qui prennent les décisions, qui font une différence.

Maintenant, je suis simplement professeure associée, ce qui me laisse la liberté de mettre mon temps plus au service de la collectivité, tout en continuant à faire de la recherche, mais de la recherche citoyenne, surtout de la recherche-action.

Quelles sont, selon vous, les barrières qui empêchent les chercheuses et chercheurs de faire le pas de plus vers les engagements citoyens, politiques?

L. W. J'ai l'impression que c'est la nature du système universitaire, comment il est construit. Ce qui est le plus payant d'un point de vue carrière n'est pas nécessairement ce qui bénéficie le plus à la société. Dans certains milieux, il y a même un regard un peu hautain à l'égard de la recherche citoyenne et de la recherche engagée. Comme si c'était des recherches moins vraies, moins rigoureuses parce qu'ancrées dans le réel, dans des causes.

Ma vision, c'est qu'au contraire, à partir du moment où on comprend les enjeux, où on a ce luxe-là, ce privilège-là – parce que c'est un privilège d'avoir pu dédier autant d'années de notre vie à étudier, à accumuler des connaissances et des diplômes –, on a aussi la responsabilité de partager et de voir comment on peut contribuer à la société en dehors des tours d'ivoire qu'on érige toujours plus hautes. Ces tours-là sont belles de loin, mais créent une distance avec le reste de la société. On voit qu'avec la montée d'idées et de gouvernements de droite, il y a une espèce de *backlash*, un rejet parfois brutal de ce qui est intellectuel, comme si c'était l'élite *versus* le peuple. C'est sûr que c'est nourri par le fonctionnement des médias sociaux et par l'intelligence artificielle, mais il reste que c'est un véritable problème et une véritable menace pour le monde de la recherche, avec les fausses nouvelles (*fake news*) qui prennent tellement d'ampleur. On a besoin de plus de scientifiques qui sont capables de parler un langage citoyen pour réaliser que ce qui est en train de se passer, ce n'est pas dans l'intérêt de monsieur et madame Tout-le-Monde; que c'est une menace pour l'avenir de leurs enfants, pour la paix sociale et même pour l'état de droit tel qu'on le connaît.

On voit qu'avec la montée des extrémismes, il y a une fragilisation du collectif, des systèmes qu'on tenait pour acquis. Il y a des choses incroyables qui sont en train de se passer et c'est comme si, tout d'un coup, cela devenait acceptable. Ça devrait être un cri d'éveil pour la communauté scientifique. On devrait se dire : « Notre travail de recherche est important, mais il faut qu'on recrée des liens avec nos communautés, avec le vrai monde, qu'on fasse mieux comprendre l'importance de la recherche sur les droits de la personne, sur l'équité sociale, sur le climat, sur la santé et le bien-être des populations, etc. » Ainsi, on peut prendre de meilleures décisions collectivement. On a à réfléchir à comment on communique et on travaille mieux ensemble au service de la société.

Alors, si tels sont les blocages du côté du monde de la recherche, du côté du monde non universitaire, qu'est-ce qui fait hésiter les acteurs à collaborer avec des chercheuses et chercheurs?

L. W. Je pense que c'est le manque de temps. Parfois, ils ne voient pas comment ils peuvent vraiment contribuer et bénéficier aux processus de chercheurs. Il y a aussi la perception pour certains que c'est inaccessible, que les chercheurs ne seront pas disponibles. Il y en a quand même de plus en plus qui

sont à la recherche de collaborations. On remarque aussi que les acteurs du terrain ne se trouvent pas nécessairement dans les mêmes échéanciers que les chercheurs. La recherche se fait sur plusieurs mois, plusieurs années, alors que souvent les groupes citoyens ont besoin rapidement de données pour faire une campagne, écrire un mémoire ou intervenir dans les médias. Ce que certains acteurs du terrain réalisent, c'est que les chercheurs ne vulgarisent pas toujours suffisamment. C'est ce que j'observe et ce que j'entends.

Néanmoins, il y a quand même de beaux exemples d'accompagnement qui peuvent durer toute une carrière. Je pense notamment à Margie Mendell, au rôle qu'elle a joué pour l'économie sociale, sa contribution au Chantier de l'économie sociale et aux travaux des Nations unies sur l'économie sociale et autres. Quand on analyse ces cas, on réalise que, bien souvent, derrière ces belles collaborations-là, il y a des histoires d'amitié entre des gens qui font en sorte que les occasions d'échange et de discussion en dehors des cadres formels se font et amènent du concret qui enrichit le monde de la recherche.

Y a-t-il un prix à payer lorsqu'on fait le choix d'avoir la posture que vous avez?

L. W. Je considère que je suis un petit peu une « intellectuelle publique ». Je partage sur la place publique, notamment dans des lieux absolument pas intellectuels, où mes chroniques côtoient celles de gens qui défendent des opinions parfois basées sur des informations non fondées qui frisent les *fake news*. J'investis ces lieux, donc c'est sûr que je suis critiquée de tous les côtés. Je vois parfois mes propos complètement déformés et réutilisés autrement. Donc, oui, ce prix-là, je le paie.

Mais j'ai aussi énormément de plaisir à être ancrée au terrain, à sentir que mon travail fait une différence, donne le goût à des gens de se questionner, de s'impliquer, de poser des gestes. J'ai l'impression que je réussis à contribuer à générer de l'*empowerment* en faisant de la vulgarisation scientifique engagée et engageante. Ça implique de faire confiance et de lâcher prise sur certaines choses parce qu'on n'a pas le contrôle sur toutes les graines qu'on sème. Globalement, il y a quand même beaucoup plus de bénéfices que de coûts venant de ce que je fais et, surtout, beaucoup de bonheur à me sentir utile.

On dit que le Québec – et on peut étendre au monde francophone en général – représente un contexte un peu plus favorable à ce genre de posture. Faites-vous ce constat?

L. W. Je pense qu'effectivement on a quand même de plus en plus de recherche-action et, surtout, plus de scientifiques engagés dans tous les domaines. D'ailleurs, on le voit avec les recherches sur les questions du climat. On a vu des scientifiques se rendre jusqu'à la désobéissance civile pour essayer de se faire entendre et pour susciter l'action. C'est vraiment plus que de faire de la recherche critique, de partager et vulgariser le fruit de leurs travaux. C'est mettre leur corps en porte à faux avec certaines pratiques qu'ils veulent dénoncer.

Je pense qu'au Québec, dans la francophonie et partout, on peut continuer à faire mieux et encore plus. Certains programmes de fonds de recherche vont dans cette direction, mais ce sont généralement pour de petites sommes. On a besoin aussi de plus de recherches financées qui soient ancrées dans les territoires, notamment en santé environnementale. On pourrait faire beaucoup plus de prévention et améliorer la qualité de vie d'une multitude de gens. Or, il y a encore cette vision dominante qui tend à privilégier le financement des grandes universités prestigieuses, plutôt que celles qui sont très ancrées sur le terrain social et en région. Je pense à ce qui se passe en Abitibi-Témiscamingue³ et un peu partout sur le territoire. Il faut aussi, à mon avis, favoriser une manière de mesurer le succès qui inclut, pour les chercheurs, des dimensions liées à la vulgarisation scientifique et au service à la collectivité.

Comment voyez-vous l'avenir? Êtes-vous optimiste?

L. W. Je suis optimiste par rapport à la prise de conscience du rôle que la science a à jouer dans la société, notamment de la part des fonds de recherche, qui s'y ouvrent de plus en plus. Mais, de manière générale, je trouve que nos élus n'écoutent pas assez les avis scientifiques. Heureusement, c'est moins le cas dans certaines municipalités, où on fait vraiment appel au monde de la recherche, notamment à la recherche participative, pour trouver de vraies bonnes solutions. Toutefois, quand on regarde certaines décisions prises par le gouvernement Legault, par exemple celle de donner 5 à 7 millions à une équipe de hockey américaine pour venir faire deux pratiques à Québec à même un fonds dédié à des petites entreprises et à des groupes communautaires qui crient famine, on se dit que jamais une telle décision n'aurait passé le filtre d'une analyse de chercheurs en administration publique!

Ce genre d'exemple me rend pessimiste. Et je dirais que la montée de l'extrême droite en général me rend pessimiste, car elle tend à prendre des postures à l'antithèse de la science et des données probantes. Il y a de l'aveuglement volontaire, des montées idéologiques qui vont à l'encontre de ce que l'histoire humaine nous a appris. Par exemple, que l'entraide et la coopération plus que la compétition ont été gages du succès des sociétés les plus prospères et, surtout, de celles où l'indice de bonheur est le plus élevé. Comme chercheurs, on a vraiment un rôle à jouer pour rappeler qui est dans l'intérêt de qui.

Y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez partager ou un message que vous voudriez transmettre? Vous pouvez aussi parler de vos projets actuels à Mères au front et au Jardin des possibles.

L. W. Mères au front⁴ est vraiment un bel exemple de « Rigueur et cœur » en action. Le point de départ de ce mouvement citoyen a été la rencontre de deux mamans inquiètes pour l'avenir de leurs enfants et du vivant : l'artiste Anaïs Barbeau-Lavalette et moi, des sciences sociales. Un des projets qui va au-delà de tout le travail d'*empowerment* et de mobilisation que fait Mères au front s'appelle Porte-voix. Il permet de jumeler des artistes à des scientifiques afin de faire davantage rayonner le fruit de leurs recherches dans l'espace médiatique. Parce que, justement, nous considérons que les scientifiques ne sont pas suffisamment entendus et qu'il faut qu'ils occupent plus de place dans la société pour éclairer de meilleures prises de décision de la part de nos élus et de l'ensemble de la population, à la fois sur les problèmes et sur les solutions.

Quant au Jardin des possibles, inspiré par des membres de notre famille, mon mari et moi sommes en train de créer un milieu de travail et un milieu de vie pour des personnes neuroatypiques. Ce projet d'économie sociale propose un regard sur la neurodiversité semblable à celui qu'on a sur la biodiversité. On a besoin d'avoir une diversité d'intelligences, de rapports au monde, de types d'interactions, comme c'est le cas dans les écosystèmes naturels pour qu'ils soient en santé.

On vit dans un monde où on valorise les monocultures, plus productives, donc on fait des rangées de pins rouges et d'épinettes toutes pareilles pour maximiser les rendements. Or, en fait, ce sont des écosystèmes très pauvres et très peu résilients. On mise sur la compétition entre les arbres et sur la productivité, alors que, quand on observe une forêt sauvage, une forêt ancienne, elle peut avoir l'air pas mal chaotique, mais il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises espèces. Chacune a un rôle à jouer. C'est la force de ces dynamiques d'interactions, de complémentarité entre chacune. Donc, c'est cette vision-là que nous voulons nourrir et cultiver sur le plan social. Nous voulons créer un lieu où on jardine les forces de chacun. Nous voulons cultiver ce qui va bien pour faire encore plus du bien. Ce sera un petit laboratoire d'innovation sociale et aussi environnementale.●●●

La revue Organisations & territoires remercie madame Waridel pour le temps accordé et souhaite impacts et pérennité à ses projets et aux collectifs qu'elle accompagne.

NOTES

1 <https://www.equiterre.org/fr>

2 <https://cirodd.org>

3 La menace à la santé de la population que représente le rejet de contaminant par la fonderie Horne à Rouyn-Noranda.

4 <https://www.meresaufront.org>

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v34n1.1925>

